

« Le Nouvel Observateur » lance le grand débat sur la rénovation de la gauche. Première contribution : celle de Dominique Strauss-Kahn, qui entame cette semaine une série de trois textes, dans lesquels il développe sa vision de la société française et dessine les nouvelles frontières d'un réformisme sans tabous

Trois ruptures pour une refondation à gauche

*par **Dominique Strauss-Kahn***

Le Nouvel Observateur, 31 MAI-6 JUIN 2007

Pour une société juste

Nous venons de subir une troisième défaite consécutive à l'élection présidentielle. Manifeste au soir du 6 mai, elle était latente depuis le premier tour, le 22 avril: jamais le score de la gauche n'avait été aussi bas. La défaite vient de loin. Elle sanctionne un refus, celui de nous réformer. C'est à cela que je veux aujourd'hui m'attacher.

Rendre un avenir à la gauche : voilà l'enjeu. Il faut le faire en regardant le monde tel qu'il est, avec les Français tels qu'ils sont. Le socialisme du réel doit être celui d'une gauche efficace au temps de la mondialisation. Trois principes l'animeront: une vraie compréhension des inégalités et non pas une grille de lecture dépassée; une efficacité sociale et non pas des slogans inopérants; une stratégie émancipatrice redonnant de la force à l'idée de progrès.

Osons le dire : notre lecture de la lutte des classes est totalement dépassée. Il est devenu commun d'annoncer la « fin d'Épinay », c'est-à-dire l'épuisement du grand cycle historique de la gauche française, né en 1971 de l'unification des socialistes par François Mitterrand autour d'un mot d'ordre, la rupture avec la société capitaliste, et d'une stratégie politique, l'union de la gauche. Nous devons tourner cette page pour ouvrir un cycle nouveau.

Nous devons le faire pour les raisons que chacun perçoit: parce qu'il est temps que les nouvelles générations de la gauche puissent écrire leur propre histoire ; parce que cette rhétorique révolutionnaire a depuis longtemps perdu tout rapport avec notre pratique du pouvoir ; parce que l'état actuel des forces à gauche pose la question de notre stratégie et de nos alliances.

Mais nous devons le faire pour une raison plus profonde : le cycle d'Épinay est achevé parce que *la vision de la société* sur laquelle il reposait est devenue caduque. « La lutte des classes », la réduction « en dernière instance » de l'ensemble des inégalités au clivage capital/travail, l'illusion d'un prolétariat homogène et uni entraînant dans son sillage l'ensemble du salariat ne constituent certes plus les principaux leitmotifs du discours socialiste.

Mais faute d'avoir réalisé lors des dix dernières années notre aggiornamento, notre analyse de la société continue de s'inspirer d'une vague lecture marxiste, héritée des années 1960, qui étudie les problèmes économiques et sociaux à partir du vieux triptyque couches populaires/couches moyennes/détenteurs du capital, sous l'angle exclusif de l'affrontement et de l'équilibre entre ces classes sociales.

C'est le décalage croissant entre les mutations, accélérées, de la société française et nos grilles de lecture, obsolètes, qui compose à mes yeux la toile de fond de nos revers électoraux. Pour le dire autrement, il me semble qu'en 2002 comme en 2007, nous avons d'abord buté sur notre inaptitude à analyser la nouvelle réalité sociologique française.

Cette nouvelle réalité, c'est celle de la fragmentation sociale. Les inégalités traditionnelles n'ont pas disparu dans la société française des années 2000: la mondialisation exacerbe la subordination du monde du travail aux détenteurs de capitaux. Les disparités de revenus et de patrimoine entre les cadres et l'ensemble des salariés d'exécution, qui agrège les ouvriers à la masse des employés du tertiaire aux salaires peu élevés, ne se réduisent guère.

Mais ces inégalités traditionnelles n'expliquent plus la dynamique sociale. Un puissant processus d'individualisation a fait imploser les anciennes « classes ». Il n'est pas indifférent d'avoir un emploi ou de disposer de revenus de transfert, de bénéficier d'un CDI ou d'évoluer dans l'univers des CDD, de travailler dans une grande entreprise ou dans une PME, dans une zone tirée par la mondialisation ou frappée par la désindustrialisation, dans le secteur public ou dans le secteur privé. A cela s'ajoute tout ce qui ne relève pas du statut socioprofessionnel mais joue un rôle décisif dans la distribution des richesses et des possibilités d'épanouissement personnel : les inégalités entre les sexes et entre les générations, ainsi que les discriminations raciales. Tout ceci se résume dans ce qui traduit une large part du malaise français : les inégalités territoriales.

Il n'y a pas deux France, « la France d'en haut » et « la France d'en bas », la France qui va bien et la France qui souffre, mais une France éclatée en mille univers : celui des jeunes de banlieue et celui des retraités des zones rurales, celui des nouveaux prolétaires des industries de l'Est, celui des travailleurs précaires maintenus aux marges de la société, celui des salariés qui ne jugent pas toujours légitime l'effort fait en direction de moins bien lotis qu'eux.

Le temps n'est plus où la gauche pouvait se contenter d'être le porte-parole du seul prolétariat dans un monde injuste. Aujourd'hui, elle doit redéfinir ce qui fonde une société juste.

Nicolas Sarkozy a fait son miel des antagonismes que nourrit l'hétérogénéité sociale. En choisissant ses boucs émissaires, en épousant la méfiance spontanée qu'inspirent les « assistés » aux salariés « qui se lèvent tôt », en opposant la France des campagnes à celle des « racailles », il s'est donné les moyens de réunir une majorité. Il a joué sur les peurs et les rancœurs, mais aussi sur l'espoir d'une énergie nouvelle. Je suis convaincu qu'il sera impossible pour la gauche de reconquérir le pouvoir et de l'exercer durablement si elle ne prend pas, elle aussi, la mesure de cette nouvelle société française. C'est cette mise à jour qu'il nous faut faire. C'est à ce socialisme du réel que je veux convier la gauche et les Français.

Pour retrouver une crédibilité politique, nous devons éviter trois écueils : ignorer la fragmentation sociale en imaginant qu'on peut encore construire un « front de classes » à l'ancienne autour de quelques mots d'ordre anticapitalistes et altermondialistes; capituler devant la « société des individus » en courant après tous les mouvements sociaux et en se laissant disloquer par toutes les revendications; contourner le problème en faisant de la démocratie participative ou du nécessaire dialogue social une fin en soi.

Pour moi, trois pistes mènent à notre rénovation idéologique. D'abord, la promesse d'un Etat social à nouveau efficace. Chacun constate combien il s'est dégradé depuis 2002. Je crains que les dégâts à venir ne soient comparables à ceux qu'infligea le thatchérisme au Royaume-Uni des années 1980. Mais je crois aussi que s'enfermer dans la seule défense des acquis condamne la gauche à n'être qu'un rempart vite contourné face au réformisme libéral. Pour rester fidèle à ses valeurs, la gauche doit reconnaître la nécessaire adaptation de notre modèle social aux défis de la mondialisation, du vieillissement démographique et de l'individualisation des situations. Rien n'est tabou : sur le financement des retraites, l'évolution du système de santé, la réforme du marché du travail, la reconfiguration territoriale des services publics, les électeurs potentiels de la gauche attendent de notre part un discours de vérité pour reconstituer notre crédibilité.

La gauche doit aussi répondre à la demande de protection face à la mondialisation: je continue de penser que la construction de l'unité politique de l'Europe est la seule réponse stratégique sérieuse que les socialistes puissent opposer aux contradictions du discours de Nicolas Sarkozy, qui a promis tout à la fois le libre marché au CAC 40 et le protectionnisme aux salariés. Enfin, cet Etat social renouvelé doit désormais promouvoir cette catégorie d'entrepreneurs qui inventent notre avenir. Nous devons les considérer comme d'authentiques acteurs du progrès social et non comme des « ennemis de classe » à vouer aux gémonies.

La deuxième piste est celle d'un nouveau compromis social. Nous devons assumer plus clairement nos priorités politiques et définir le type de société que nous voulons bâtir : quel partage de la valeur ajoutée, quel arbitrage entre la progression du pouvoir d'achat des différentes catégories de salariés et le soutien à la lutte contre l'exclusion et au noyau dur du chômage ? Est-il concevable que nous revenions devant les électeurs sans avoir déterminé la répartition de l'effort fiscal qui nous semble souhaitable ?

La troisième piste enfin touche à l'utopie fédératrice de l'égalité réelle et d'une société juste. Adopter le socialisme du réel que je préconise, ce n'est pas se résigner au pragmatisme et à l'ordre établi : il s'agit de faire face à la réalité pour pouvoir la changer.

Je crois d'ailleurs que la gauche ne peut se passer, dans notre pays, de cet horizon d'une transformation radicale de la société qui, depuis la Révolution, donne sens à ses combats. La « rupture avec le capitalisme » a cédé la place à un nouvel objectif tout aussi stimulant : la construction par l'égalité réelle d'une société juste.

L'égalité réelle, c'est d'abord l'égalité des droits, la lutte contre les discriminations sexistes, raciales, générationnelles, territoriales. Mais c'est aussi la lutte contre la reproduction sociale qui demeure, malgré la « massification » du système scolaire voulue par la gauche, une réalité structurante de la société française. Articulé autour de propositions audacieuses et d'engagements financiers précis en matière d'éducation, de santé et de logement, ce mot d'ordre peut, lui aussi, être fédérateur dans une France qui aspire profondément à relancer l'ascenseur social. Si la gauche ne se fixe pas cette nouvelle frontière comme horizon, on pourra légitimement se demander à quoi elle sert.

Le socialisme est d'abord une protestation contre l'ordre existant. Mais il exprime aussi une volonté d'émancipation concrète. C'est ce que je développerai dans ces colonnes lors des deux semaines à venir. *D. S.-K.*